



# Rapport Financier Semestriel

30 septembre 2009

<b>1. Comptes Consolidés Semestriels Condensés .....</b>	<b>2</b>
<b>2. Rapport Semestriel d'Activité .....</b>	<b>32</b>
<b>3. Attestation des personnes physiques responsables du rapport ..</b>	<b>36</b>
<b>4. Rapport d'Examen Limité des Commissaires aux Comptes .....</b>	<b>37</b>

# Comptes Semestriels Consolidés Condensés

Groupe Rue du Commerce



30 septembre 2009



## 2. GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/09/2008	31/03/2009	30/09/2009
<b>Résultat net</b>	<b>631</b>	<b>2 121</b>	<b>-662</b>
Ecarts de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Impôts			
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	631	2 121	-662
Dont part du Groupe	631	2 121	-662
Dont part des intérêts minoritaires	0	0	0

### 3. BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

<b>ACTIF</b>	<b>notes</b>	<b>30/09/2008</b>	<b>31/03/2009</b>	<b>30/09/2009</b>
Écarts d'acquisition	9	91	91	91
Immobilisations Incorporelles	9	77	769	1 250
Immobilisations Corporelles	9	735	861	1 106
Immobilisations Financières	9	214	228	310
Actifs d'impôts différés	7	207	329	228
Autres actifs non courants		0	0	0
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>1 324</b>	<b>2 278</b>	<b>2 984</b>
Stock et en cours	10	21 080	20 374	30 208
Créances clients et comptes rattachés (net)	11 & 15	18 319	16 744	16 070
Autres créances et comptes de régularisation	11 & 15	3 483	5 424	6 980
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	21 834	20 686	19 969
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>64 716</b>	<b>63 228</b>	<b>73 227</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>66 040</b>	<b>65 506</b>	<b>76 211</b>

<b>PASSIF</b>	<b>notes</b>	<b>30/09/2008</b>	<b>31/03/2009</b>	<b>30/09/2009</b>
Capital	13	2 772	2 772	2 772
Réserves liées au capital	13	23 242	23 450	23 323
Réserves consolidées	13	4 208	4 185	6 320
Résultat de l'exercice	13	631	2 120	-662
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	13	<b>30 853</b>	<b>32 527</b>	<b>31 754</b>
Emprunts portant intérêt (part à + un an)	14	0	0	0
Passif d'impôts différés	7	0	185	224
Provision pour risques et Charges	15 & 16	85	131	202
Autres passifs non courants		0	0	0
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>85</b>	<b>316</b>	<b>426</b>
Emprunts portant intérêt (part à - d'un an)	17	57	25	22
Fournisseurs et comptes rattachés (net)	17	26 840	21 978	36 286
Autres créditeurs et comptes de régularisation	17	8 205	10 660	7 724
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>35 102</b>	<b>32 663</b>	<b>44 032</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>66 040</b>	<b>65 506</b>	<b>76 211</b>

#### 4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	notes	30/09/2008	31/03/2009	30/09/2009
<b>Résultat net consolidé des entreprises intégrées</b>		<b>631</b>	<b>2 120</b>	<b>-662</b>
Résultat des minoritaires		0	0	0
<b>Résultat net consolidé y compris intérêts minoritaires</b>		<b>631</b>	<b>2 120</b>	<b>-662</b>
+ / - amortissements et provisions		470	1 233	1 065
+ / - charges et produits liés aux stocks options et assimilés	13	238	422	63
+ / - (Plus)/moins values de cession		0	-46	55
+ / - autres charges et produits			-387	-269
<b>Capacité d'autofinancement après endettement financier net et impôt</b>		<b>1 339</b>	<b>3 342</b>	<b>252</b>
+ / - coûts de l'endettement financier net		-363	-583	-136
+ / - charge d'impôts (y compris impôts différés) (accroi.)/réduction	7	442	1 087	101
<b>Capacité d'autofinancement avant endettement financier net et impôt</b>		<b>1 418</b>	<b>3 846</b>	<b>217</b>
+ / - impôt versé / encaissé		0	0	-1 764
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		388	-2 749	1 918
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>1 806</b>	<b>1 097</b>	<b>371</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-284	-945	-949
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0	0
Variation des prêts et avances		-8	-22	-82
+ / - incidence des variations de périmètre		0	0	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>-292</b>	<b>-967</b>	<b>-1 031</b>
+ / - Augmentation de capital en numéraire	13	294	294	0
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0	0
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0	0
+ / - acquisitions d'actions en propre		-12	35	-190
Redevances de crédit-bail		-19	-50	-3
+ / - Ecart de conversion		0	0	0
+ / - variation des comptes courants		0	0	0
+ / - Emissions ou remboursements d'emprunts		0	0	0
Produits financiers nets		363	583	136
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>626</b>	<b>862</b>	<b>-57</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>2 140</b>	<b>992</b>	<b>-717</b>
Trésorerie d'ouverture		19 694	19 694	20 686
Trésorerie de Clôture		21 834	20 686	19 969
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>2 140</b>	<b>992</b>	<b>-717</b>

## 5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Primes & Réserves	Résultat Part groupe	Total
<b>CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2008</b>	<b>2 748</b>	<b>24 120</b>	<b>2 834</b>	<b>29 702</b>
Affectation du résultat au 31/03/2008		2 834	-2 834	0
Augmentation de capital (BSPCE)	24	270		294
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)		27		27
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		211		211
Annulation actions propres		-12		-12
Résultat consolidé			631	631
<b>CAPITAUX PROPRES au 30 septembre 2008</b>	<b>2 772</b>	<b>27 450</b>	<b>631</b>	<b>30 853</b>
<b>CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2008</b>	<b>2 748</b>	<b>24 120</b>	<b>2 834</b>	<b>29 702</b>
Affectation du résultat au 31/03/2008		2 834	-2 834	0
Augmentation de capital (BSPCE)	24	270		294
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)		28		28
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		396		396
Annulation actions propres		-13		-13
Résultat consolidé			2 120	2 120
<b>CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2009</b>	<b>2 772</b>	<b>27 635</b>	<b>2 120</b>	<b>32 527</b>
<b>CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2009</b>	<b>2 772</b>	<b>27 635</b>	<b>2 120</b>	<b>32 527</b>
Affectation du résultat au 31/03/2009		2 120	-2 120	0
Augmentation de capital (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		63		63
Annulation actions propres		-175		-175
Résultat consolidé			-662	-662
<b>CAPITAUX PROPRES au 30 septembre 2009</b>	<b>2 772</b>	<b>29 643</b>	<b>-662</b>	<b>31 754</b>

## **6. ANNEXE aux ETATS FINANCIERS CONSOLIDES– Période du 01/04/09 au 30/09/2009**

### **1. Informations relatives à l'entreprise**

En date du 25 novembre 2009, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Rue du Commerce pour le semestre du 01 avril au 30 septembre 2009. Rue du Commerce est une société anonyme cotée à Paris au compartiment C d'Euronext.

Rue du Commerce s'est spécialisée lors de sa création en 1999 dans la distribution exclusivement en ligne de produits high tech à destination des particuliers (BtoC), puis des administrations et entreprises (BtoB). En juillet 2007 Rue du Commerce a progressivement étendu ses activités en fédérant des sites marchands renforçant son offre de produits dans l'électroménager, la mode, la beauté, la maison, le sport et bricolage, les jeux et jouets et les voyages. Depuis septembre 2009, Rue du Commerce présente une offre de biens culturels.

Rue du Commerce exploite à ce jour quatre sites marchands, [www.rueducommerce.com](http://www.rueducommerce.com), [www.topachat.com](http://www.topachat.com), [www.clust.com](http://www.clust.com) et [www.alapage.com](http://www.alapage.com).

### **2. Évènements significatifs de l'exercice**

#### Acquisition d'éléments corporels et incorporels représentatifs de l'activité du site Alapage (offre de biens culturels)

Rue du Commerce a acquis, auprès de France Télécom e-commerce, le 01 septembre 2009 pour un prix de 250 k€ des actifs corporels (serveurs) et incorporels (adresse internet – URL, marque, base de données et certains contrats et droit de propriétés intellectuelles), ainsi que le processus logistique, acquisition financée au comptant par prélèvement sur la trésorerie dont dispose la société.

Des stocks de marchandises ont aussi été repris à un coût égal à leur juste valeur pour 78 K€.

Dans le cadre de la prise de contrôle de cette activité au sens de la norme IFRS 3, le Groupe a commencé à identifier et évaluer à la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. La marque Alapage a été valorisée et inscrite au bilan pour un montant de 318 K€. Sur la base des performances passées et de la situation du site lors des derniers mois précédant la reprise, cette marque a été valorisée par la méthode des redevances en prenant comme hypothèse une durée de vie de 3 ans, un taux de redevance de 1% et un taux d'actualisation de 11%.

Cette acquisition se traduit par un goodwill négatif de 155 K€, comptabilisé en autres produits opérationnels. Cette affectation du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables est considérée comme provisoire au 30 septembre 2009.

Les actifs et processus repris ne constituent qu'une partie non quantifiable de l'ancienne activité réalisée sous la marque Alapage par son ancien propriétaire. Ainsi il est impossible de communiquer sur un niveau d'activité réalisé sur 12 mois glissants.

Par ailleurs, les ventes et contributions réalisées par le site marchand [www.alapage.com](http://www.alapage.com) sont incorporées au niveau de l'information sectorielle soit au niveau de l'activité distributeur, soit au niveau de l'activité Galerie (voir § 6.4). Les ventes réalisées au 30 septembre 2009 sur le site Alapage n'est pas matériel.



### 3. Principes comptables

#### **Principes de préparation des états financiers**

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2009 et disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les états financiers condensés présentés pour la période du 1 avril 2009 au 30 septembre 2009 du Groupe Rue du Commerce sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Les comptes consolidés de la période sont présentés en milliers d'euros et sont établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les comptes consolidés au 31 mars 2009, sous réserve de l'élément présenté ci-après.

Le Groupe applique, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2009, la norme IAS 1 révisée (Présentation des Etats Financiers).

Pour mémoire, le Groupe a appliqué par anticipation la norme IFRS 8 "Segments opérationnels" au 31 mars 2009; cette norme, qui remplace IAS 14, impose de présenter la performance financière et les segments opérationnels de l'entité tels qu'ils sont régulièrement examinés par la direction.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur.

#### **Recours à des estimations et des hypothèses**

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes comptables concernés par des estimations ou hypothèses sont les suivants :

- Dépréciation des comptes clients et du stock (dépréciation statistique) ;
- Détermination des remises de fins d'année ;
- Détermination des charges de BSPCE et Stock-options (Loi Black & Scholes) ;
- Valorisation de la marque (Méthode des redevances actualisées) ;
- Provision pour indemnité de départ à la retraite.

## Principes de consolidation

Les états financiers semestriels de Rue du Commerce comprennent les états financiers de Rue du Commerce S.A. et de sa filiale Maxidome au 30 septembre de chaque année, ceux-ci sont préparés sur la base des méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par Rue du Commerce. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société consolidante est Rue du Commerce SA, 44/50 avenue Capitaine Glarner, 93585 Saint Ouen cedex.

Les états financiers de la filiale sont établis à la même date de reporting que la société mère et en utilisant les mêmes méthodes comptables. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes semestriels, arrêtés au 30 septembre 2009.

Les filiales sont consolidés à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le groupe a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle le contrôle n'est plus exercé.

Au 30 septembre 2009, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

SOCIETE	SIEGE	N° SIREN	PAYS	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RUE DU COMMERCE SA	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	422 797 720	France	Société mère	Société mère	IG*
Maxidome SAS	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	492 829 569	France	100%	100%	IG*

(\*) IG : Intégration globale

## Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce et de sa filiale est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

## Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables acquis, des passifs et passifs éventuels assumés.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis, cet excédent est immédiatement comptabilisé dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles créées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées, et les dépenses engagées sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont encourues. Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de perte de valeur.

Leur durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de perte de valeur chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle elles appartiennent. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour),
- des noms de domaine,
- des logiciels.
- des fonds de commerce et des marques

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

	Durée d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Logiciels	1 an
Marque Top Achat	3 ans
Marque Alapage	3 ans
Site Alapage	3 ans

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilité suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.

### **Dépréciation des actifs corporels et incorporels**

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test doit être effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Pour ce test de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les écarts d'acquisition ne génèrent pas des entrées de trésorerie et sont, par conséquent, alloués à des UGT ou au groupe d'UGT correspondant au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement, soit dans le cas de Rue du Commerce l'entité juridique consolidante.

La valeur d'utilité de ces unités ou regroupement d'unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités ou regroupement d'unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs corporelles et incorporelles amortissables, celles affectées à un écart d'acquisition sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

### **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, ainsi qu'aux prêts, et sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les dépôts et cautionnements font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement. Les prêts sont des actifs financiers dont la comptabilisation et le suivi des valeurs sont décrits ci-après.

### **Actions propres**

Si le groupe achète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe, ni lorsqu'une dépréciation est constatée ou reprise.

## Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises comprend le prix d'achat et les frais d'accessoires.

Conformément aux principes IAS 2, la valeur des stocks en fin de période (et donc le montant de la variation des stocks) tient compte des éléments suivants :

- Escomptes obtenus de la part des fournisseurs
- Remises, rabais, ristournes, obtenus des fournisseurs
- Frais de transport sur achats

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes. Elle correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

## Actifs financiers

La société classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : prêts et créances d'une part, actifs à la juste valeur par le résultat d'autre part. Au 30 septembre 2009, le groupe ne possédait aucun actif financier comptabilisé dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance.

La ventilation des actifs financiers entre actifs courants et actifs non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Tous les achats / ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

### Prêts et créances

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables puis au coût amorti calculé à l'aide du taux de rendement effectif. La valeur inscrite au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition. Ils font l'objet d'un test de dépréciation en cas de d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable des prêts et créances est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

### Actifs à la juste valeur par le résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par la société à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat. Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces actifs financiers comprennent notamment les valeurs mobilières de placement.

## Passifs financiers

Les passifs financiers sont ventilés entre passifs courants et passifs non courants en fonction de leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers sont essentiellement constitués de dettes d'exploitation. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes d'exploitation ont des échéances inférieures à un an. Leurs valeurs nominales peuvent être considérées comme très voisines de leurs coûts amortis.

A l'exception des emprunts résultant du retraitement des contrats de location financement, la société n'a aucun prêt ou emprunt.

### **Clients et autres débiteurs**

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les autres débiteurs sont des actifs non financiers. Le groupe apprécie à chaque clôture s'il existe une indication de perte de valeur pour chaque actif. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur nette comptable de l'actif devient inférieure à sa valeur recouvrable.

### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie comprennent des SICAV monétaires qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne représentant pas de risque significatif de changement de valeur. Tous les composants sont évalués à leur juste valeur.

Les découverts bancaires sont exclus des équivalents de trésorerie et classés au passif du bilan en emprunts et dettes financières courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des découverts bancaires.

### **Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

### **Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi**

IAS 19 impose de provisionner les avantages accordés au personnel et qui lui sont versés à une date future, si ces avantages sont gérés dans le cadre de régimes à prestations définies. Dans le cas de Rue du Commerce, il s'agit de la provision pour Indemnités de Départ en Retraite.

### **Contrats de location**

Les contrats de location-financement qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les coûts indirects initiaux engagés lors de la négociation du contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la période de location sur les mêmes bases que les revenus locatifs. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

### **Produits des activités ordinaires**

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires :

- Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites du Groupe Rue du Commerce.
- En application de la norme IAS 18, la société reclasse chaque année en diminution du prix d'achat des marchandises vendues les remises de fin d'années, semestrielles ou trimestrielles ou de protections de prix qu'elle facture à ses fournisseurs en vertu d'accords cadres marketing conclus avec ces derniers. Le montant retraité pour le semestre clos le 30 septembre 2009 est de 447 milliers d'euros.
- De même, le chiffre d'affaires publicitaire facturé en échange de prestations publicitaires auprès du même partenaire (échange de bannières) est reclassé en moins de ces mêmes dépenses publicitaires. L'impact de ce reclassement *de compte* pour le semestre clos le 30 septembre 2009 est de 272 milliers d'euros.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.



Dans le cadre de l'application de la norme IAS 18 : produit des activités ordinaires, la société a été amenée à identifier l'impact sur le chiffre d'affaires des éléments suivants :

- **Délai de rétractation** : la société accordant à ses clients un délai de rétractation de 15 jours, il a été tenu compte de la perte de marge potentielle pouvant résulter du retour de produits, dans le cadre de la mise en œuvre de cette faculté de rétractation.
- **Produits défectueux** : la société assure la réparation des produits défectueux pendant la période de garantie pour le compte de ses clients. Elle bénéficie des mêmes conditions de garantie auprès de ses fournisseurs. Toutefois, il arrive que dans certains cas le traitement des produits défectueux se traduise par un coût net pour la société :
  - quand il n'est économiquement pas rentable de faire réparer le produit – notamment dans le cas d'importations en provenance d'Asie,
  - lorsque celui-ci est abîmé mais a malgré tout été accepté en retour en provenance du client.

Conformément aux principes IFRS, la société calcule sur une base statistique le coût de ce service, pour les produits vendus mais non encore retournés.

- **Remboursement de la différence** : la société propose à ses clients le remboursement de la différence sur tous les produits du site, dans les 24 heures qui suivent l'achat. Le temps de traitement des demandes étant estimé à 1 semaine, la société a calculé l'impact de ce délai, sur une base statistique, ce service étant proposé depuis plus de 4 ans.

La prise en compte de ces trois derniers éléments n'a pas d'impact significatif sur le résultat.

## Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la norme IAS 12, en utilisant la méthode bilantielle du report variable (utilisation du dernier taux d'impôt futur voté à la date de clôture), pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture, entre les bases comptables et fiscales des actifs et passifs de chaque société du Groupe.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté comptable pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et de leurs perspectives de recouvrement. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux et les crédits d'impôts reportables, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Pour apprécier l'existence d'un bénéfice imposable futur sur lequel imputer les actifs d'impôts différés, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- § Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- § Historique des résultats fiscaux des années précédentes ;
- § Existence de produits et de charges significatifs non-récurrents, inclus dans les résultats fiscaux passés, ne devant pas se renouveler à l'avenir.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf circonstances particulières justifiant de la non constatation de cette dette potentielle. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

## 4. Information sectorielle

2 segments sont examinés par la Direction afin de suivre les performances et l'allocation des ressources du Groupe. Il s'agit des activités stratégiques suivantes :

- Activité de Distributeur
- Activité de Galerie Marchande.



Ces 2 segments correspondent à 2 modes de fonctionnement de l'entreprise très différents :

Rue du Commerce, dans le cadre de son activité de distributeur, assure toute la chaîne du Produit, depuis son référencement, son stockage, sa livraison, le traitement des retours et le SAV.

A l'inverse, Rue du Commerce n'assure pas ces prestations dans le cadre de son activité Galerie, mais perçoit des commissions de la part de ses partenaires, en rémunération de la présentation et de la vente des produits de nos partenaires sur les sites du Groupe.

Aucune ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique n'est communiquée, les ventes réalisées en France représentant plus de 95% du chiffre d'affaires total.

### Compte de résultat sectoriel

6 mois 30/09/2009 (en milliers d'euros)	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	137 912	1 167		139 079
Ventes intersecteurs	0	0		0
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>137 912</b>	<b>1 167</b>		<b>139 079</b>

<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>-1</b>	<b>-957</b>		<b>-958</b>
Autres produits opérationnels			155	155
Autres charges opérationnelles			0	0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>-1</b>	<b>-957</b>	<b>155</b>	<b>-803</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			137	137
Coût de l'endettement financier brut			-1	-1
Autres produits financiers			93	93
Autres charges financières			-26	-26
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>-1</b>	<b>-957</b>	<b>358</b>	<b>-600</b>
Charges d'impôts			-62	-62
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-1</b>	<b>-957</b>	<b>296</b>	<b>-662</b>

12 mois 31/03/2009 (en milliers d'euros)	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	318 422	1 305		319 727
Ventes intersecteurs	0	0		0
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>318 422</b>	<b>1 305</b>		<b>319 727</b>

<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>4 994</b>	<b>-2 769</b>		<b>2 225</b>
Autres produits opérationnels			381	381
Autres charges opérationnelles			0	0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>4 994</b>	<b>-2 769</b>	<b>381</b>	<b>2 606</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			643	643
Coût de l'endettement financier brut			-60	-60
Autres produits financiers			175	175
Autres charges financières			-163	-163
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>4 994</b>	<b>-2 769</b>	<b>976</b>	<b>3 201</b>
Charges d'impôts			-1 081	-1 081
<b>RESULTAT NET</b>	<b>4 994</b>	<b>-2 769</b>	<b>-105</b>	<b>2 120</b>

<b>6 mois 30/09/2008</b> (en milliers d'euros)	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
Ventes à des clients externes	138 041	394		138 435
Ventes intersecteurs	0	0		0
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>138 041</b>	<b>394</b>		<b>138 435</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>2 210</b>	<b>-1 497</b>		<b>713</b>
Autres produits opérationnels			0	0
Autres charges opérationnelles			0	0
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>2 210</b>	<b>-1 497</b>	<b>0</b>	<b>713</b>
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie			395	395
Coût de l'endettement financier brut			-32	-32
Autres produits financiers			19	19
Autres charges financières			-23	-23
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>2 210</b>	<b>-1 497</b>	<b>359</b>	<b>1 072</b>
Charges d'impôts			-442	-442
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 210</b>	<b>-1 497</b>	<b>-83</b>	<b>630</b>

## Bilan sectoriel

**Période close le 30/09/2009** (en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
ACTIF NON COURANT	1 341	0	1 644	2 985
ACTIF COURANT	48 455	1 916	22 856	73 227
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>49 796</b>	<b>1 916</b>	<b>24 500</b>	<b>76 212</b>
<b>Passif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
CAPITAUX PROPRES	0	0	31 754	31 754
PASSIF NON COURANT	0	0	426	426
PASSIF COURANT	32 798	1 849	9 385	44 032
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>32 798</b>	<b>1 849</b>	<b>41 565</b>	<b>76 212</b>

**Période close le 31/03/2009** (en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
ACTIF NON COURANT	860	0	1 418	2 278
ACTIF COURANT	37 061	2 208	23 959	63 228
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>37 921</b>	<b>2 208</b>	<b>25 377</b>	<b>65 506</b>
<b>Passif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
CAPITAUX PROPRES	0	0	32 527	32 527
PASSIF NON COURANT	0	0	316	316
PASSIF COURANT	17 232	2 089	13 342	32 663
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>17 232</b>	<b>2 089</b>	<b>46 185</b>	<b>65 506</b>

**Période close le 30/09/2008** (en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
ACTIF NON COURANT	168	0	1 156	1 324
ACTIF COURANT	39 399	1 163	24 154	64 716
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>39 567</b>	<b>1 163</b>	<b>25 310</b>	<b>66 040</b>

<b>Passif</b>	<b>Distributeur</b>	<b>Galerie</b>	<b>Non affecté</b>	<b>Total</b>
CAPITAUX PROPRES	0	0	30 853	30 853
PASSIF NON COURANT	0	0	85	85
PASSIF COURANT	21 446	1 136	12 520	35 102
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>21 446</b>	<b>1 136</b>	<b>43 458</b>	<b>66 040</b>

**5. Autres produits et charges****Autres produits**

	<b>30-sept-08</b>	<b>31-mars-09</b>	<b>30-sept-09</b>
Subventions publiques	42	57	7
Autres produits	14	35	1
<b>Total Autres produits</b>	<b>56</b>	<b>92</b>	<b>9</b>

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

**Frais de personnel**

	<b>30-sept-08</b>	<b>31-mars-09</b>	<b>30-sept-09</b>
Charges salariales	4 555	9 805	4 982
Charges sociales	1 938	4 323	2 275
Participation des salariés	15	438	0
Charges liées aux BSPCE et Stock-Options (cf note 13)	238	422	63
<b>Total Frais de personnel</b>	<b>6 746</b>	<b>14 988</b>	<b>7 320</b>

**6. Autres produits opérationnels**

Les autres produits opérationnels sont relatifs à l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis de l'activité Alapage (voir 1.2) pour un montant de 156 K€.

**7. Impôts sur le résultat**

Le rapprochement entre l'impôt théorique sur le résultat et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant pour le semestre clos au 30 septembre 2009 :

	<b>Mars 09 - Sept 09</b>
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	-599
Taux d'impôt	33,33%
Impôt sur les sociétés théorique	-200
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	62
Ecart	-262
<b>Décomposition de l'écart :</b>	
- Impôt relatif à des décalages permanents	-5
- Impact du retraitement des PMV sur actions propres	-5
- Impact du retraitement des Stock-Options (IFRS 2)	-21
- Impact du retraitement des BSPCE (IFRS 2)	0
- Autres Impacts *	64
- Non activation des ID sur déficits fiscaux RDC	-295
- Activation des déficits des sociétés fusionnées	0
- Crédits d'impôt	0
- Contribution sociale sur les bénéfices	0
Ecart	-

(\*) : Impact de l'excédent sur le coût d'acquisition Alapage comptabilisé en résultat

L'impôt différé actif s'analyse par nature comme suit au 30 septembre 2009 :

	<b>31/03/2009</b>	<b>Variation</b>	<b>30/09/2009</b>
Reports déficitaires	0	0	0
Différences temporaires fiscales	614	-367	247
Différences liées aux retraitements	372	64	436
Total base	986	-303	683
<b>Impôts Différés Actifs</b>	<b>329</b>	<b>-101</b>	<b>228</b>
<i>Taux d'impôt</i>	33,33%		33,33%

L'impôt différé passif s'analyse par nature comme suit au 30 septembre 2009 :

	<b>31/03/2009</b>	<b>Variation</b>	<b>30/09/2009</b>
Reports déficitaires	0	0	0
Différences temporaires fiscales	0	0	0
Différences liées aux retraitements	0	-672	-672
Total base	0	-672	-672
<b>Impôts Différés Passifs</b>	<b>0</b>	<b>-224</b>	<b>-224</b>
<i>Taux d'impôt</i>	33,33%		33,33%

La perte fiscale du 1<sup>er</sup> semestre 2009/2010 n'a pas été activée. (885 ke)

De même, concernant Maxidome, il n'a pas été tenu compte d'un impôt différé compte tenu du caractère incertain de récupération du déficit reportable (qui s'élève à 6 milliers d'euros au 30 septembre 2009).

## 8. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives et des actions préférentielles convertibles remboursables à dividende non cumulatif dilutives).

## 9. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

### Valeurs brutes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
<b>Au 31 mars 2009</b>	<b>91</b>	<b>21</b>	<b>3 276</b>	<b>3 297</b>	<b>827</b>	<b>2 455</b>	<b>3 282</b>	<b>228</b>
Acquisitions *	0	154	558	712	55	450	506	81
Cessions	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Au 30 septembre 2009</b>	<b>91</b>	<b>175</b>	<b>3 834</b>	<b>4 009</b>	<b>882</b>	<b>2 905</b>	<b>3 788</b>	<b>309</b>

(\*) : dont 318 k€ de marque Alapage

### Amortissements

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
<b>Au 31 mars 2009</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2 527</b>	<b>2 528</b>	<b>679</b>	<b>1 742</b>	<b>2 421</b>	<b>0</b>
Dotations	0	0	233	233	52	209	261	0
Reprises	0	1	0	1	0	0	0	0
<b>Au 30 septembre 2009</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 760</b>	<b>2 760</b>	<b>731</b>	<b>1 951</b>	<b>2 682</b>	<b>0</b>

### Valeurs nettes

	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
<b>Au 31 mars 2009</b>	<b>91</b>	<b>20</b>	<b>749</b>	<b>769</b>	<b>148</b>	<b>713</b>	<b>861</b>	<b>228</b>
<b>Au 30 septembre 2009</b>	<b>91</b>	<b>175</b>	<b>1 074</b>	<b>1 249</b>	<b>152</b>	<b>954</b>	<b>1 106</b>	<b>309</b>

L'écart d'acquisition se rattache à l'activité CD & CO (vente aux administrations et aux écoles). Cette activité est en forte croissance et a généré à fin septembre 2009 un chiffre d'affaires de 13,3 millions d'euros.

Dans l'absence d'indice de perte de valeur, aucune dépréciation de cet écart d'acquisition n'a été constatée dans les états financiers au 30 septembre 2009.

## 10. Stocks

	30/09/08	31/03/09	31/03/09
<b>Valeur Brute</b>	<b>21 900</b>	<b>21 083</b>	<b>31 010</b>
Provisions	(820)	(709)	(802)
<b>Valeur Nette</b>	<b>21 080</b>	<b>20 374</b>	<b>30 208</b>

## 11. Clients et autres débiteurs (courant)

	Brut 30/09/09	Depr.	Net 30/09/09	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 30/09/08
Créances Clients et rattachées	18 442	-2 371	16 070	16 070	0	0	18 319
Autres débiteurs et comptes de régularisation	6 980	0	6 980	6 980	0	0	3 483
<b>Total créances de l'actif circulant</b>	<b>25 422</b>	<b>-2 371</b>	<b>23 050</b>	<b>23 050</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21 802</b>

Au 30 septembre 2009, la balance âgée des créances clients et rattachées se présente comme suit :

30/09/2009	net	Non échue	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Créances Clients et rattachées	16 070	12 587	1 088	606	449	184	1 156

Les créances nettes à plus de 120 jours sont relatives pour un tiers à des non respect d'échéances par des entreprises, et pour deux tiers à des impayés de la part des particuliers.

## 12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30/09/08	31/03/09	30/09/09
Valeurs mobilières de placement	15 349	17 122	14 605
Disponibilités	6 485	3 564	5 364
<b>Sous total</b>	<b>21 834</b>	<b>20 686</b>	<b>19 969</b>
Emprunts court terme (découverts)	0	0	0
<b>Trésorerie Nette</b>	<b>21 834</b>	<b>20 686</b>	<b>19 969</b>

### 13. Capital émis et réserves

#### Capital social

Au 30 septembre 2009, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur la période se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2009	11 089 748	0,25	2 772 437,00
-	0	0,25	0,00
Au 30 septembre 2009	11 089 748	0,25	2 772 437,00

(1) en euros

#### Contrat de liquidité et contrat de croissance externe

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

A la date du 30 septembre 2009, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 9.955 actions détenues en propre, valorisées 44 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Par ailleurs, la société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

A la date du 30 septembre 2009, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 189 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Ces actions ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (impact négatif sur les réserves de 232 milliers d'euros et impact négatif sur le résultat de 1 millier d'euros).

#### Etablissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

#### Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise

La dernière date d'exercice du plan n°7 de BSPCE était fixée au 30 septembre 2009. Aucune option n'a été exercée par les bénéficiaires au cours du semestre écoulé, le prix d'exercice étant supérieur au cours de bourse. Les 108.635 options existantes au 31 mars 2009 sont ainsi devenues caduques. Aucune charge n'a été comptabilisée au titre de la période close le 30/09/09.

### Options de souscription d'actions

Conformément à la norme IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions »), les trois plans d'options de souscription d'actions autorisés par les Assemblées générales du 28/09/2006 et 27/09/2007 ont été retraités (plan des 03/10/2006, du 14/05/2007 et du 19/02/2008)

#### Juste valeur des options attribuées

Les justes valeurs des stocks options sont calculées selon le modèle de Black & Scholes. Il a été considéré que toutes les options seront systématiquement exercées à la fin de leur période d'exercice. La volatilité attendue est déterminée comme étant la moyenne de la volatilité historique de sociétés comparables et de la volatilité historique de Rue du Commerce.

#### Caractéristique des plans

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des plans de Stock-Options au 30/09/09 des 3 plans en vigueur :

	Options de souscription d'actions			
	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	
Date de l'assemblée	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	
Date du Conseil	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	
Nb total d'options restantes au 31/03/09	73 000	212 500	100 700	
Nb d'options exercées au cours de la période	0	0	0	
Nb d'options supprimée au cours de la période	0	31 500	6 000	
Nb total d'options restantes au 30/09/09	73 000	181 000	94 700	
Périodes d'exercice des options	-	-	-	-
1ère période du	03/10/08	14/05/09	19/02/10	
au	02/10/09	13/05/10	18/02/11	
2ème période du	03/10/09	14/05/10	19/02/11	
au	02/10/10	13/05/11	18/02/12	
3ème période du	03/10/10	14/05/11	19/02/12	
au	02/10/16	13/05/17	18/02/18	
Condition d'exercice des options				
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites			
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites			
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites			
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	

Les options sont acquises si le détenteur est toujours présent à l'ouverture de la période d'exercice.



### Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées pour les plans datant du 03 octobre 2006, 14 mai 2007 et 19 février 2008 a été réalisée en utilisant le modèle de Black & Scholes. Les données utilisées dans le modèle sont les suivantes :

Plan	n°1, 03/10/2007	n°2, 14/05/2007	n°3, 19/02/2008
Cours du sous-jacent	6,47	6,00	6,05
Prix d'exercice	6,90	5,88	6,06
Volatilité	72%	67,5%	57,5%
Taux sans risque	3,67%	4,30%	3,70%
Maturité attendue	6 ans	6 ans	6 ans
Dividendes attendues	0%	0%	0%
Taux de sortie	12%	12%	12%
Juste valeur de l'option	4,21	3,97	3,56

### Charges comptabilisées sur l'exercice

Le coût total des plans de stock-options (juste valeur de l'option multipliée par le nombre d'actions concernées) est révisé à la clôture de chaque exercice en fonction des hypothèses de vesting et de turnover du personnel, afin de déterminer le nombre d'options qui est susceptible d'être exercé.

37.500 options ont été annulées durant le semestre écoulé. La charge globale initiale s'élève à 1.111 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/07, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 45 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/08, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 324 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/09, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 395 K€.

Pour les périodes closes respectivement le 30/09/08 et le 30/09/09 (6mois), les charges liées à l'application d'IFRS 2 ont été respectivement de 211 et 63 k€. La charge estimée à ce jour pour la totalité de l'exercice complet clos au 31/03/2010 est de 125 k€.

Pour les exercices ultérieurs, et avant toute modification des hypothèses (notamment le nombre d'options encore susceptibles d'être exercées à la clôture des exercices concernés), la prévision des charges est la suivante :

- Exercice clos le 31 mars 2011 : 60 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2012 : 14 milliers d'euros

Ainsi, la charge comptabilisée au 30 septembre 2009 au titre des options de souscription d'actions s'élève à 63 K€.

## **14. Emprunts et prêts portant intérêt**

La société n'a aucun prêt ou emprunt au 30 septembre 2009.

## 15. Provisions et dépréciations

	Provision pour litige	Provision pour risques et charges	Dépréciation des stocks	Dépréciation des clients	Dépréciation des autres créances
<b>Au 31 mars 2009</b>		<b>131</b>	<b>709</b>	<b>1 967</b>	<b>0</b>
Dotations		76	93	404	0
Reprises		-5	0	0	0
<b>Au 30 septembre 2009</b>		<b>202</b>	<b>802</b>	<b>2 371</b>	<b>0</b>

La provision pour risques et charges concerne les indemnités de fin de carrière qui représentent 126 K€ au 30/09/09 et un litige commercial pour 76 k€.

### Litige fiscal

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros.

A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public et faisant état de liens supposés entre Rue du Commerce et ces fournisseurs.

Dans ce cadre, au mois de juillet 2007, l'administration fiscale a mis en oeuvre le recouvrement des rectifications de TVA d'un montant de 2.488 milliers d'euros, la Société s'en étant acquitté au mois d'août 2007.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006, en application des principes et règles comptables en vigueur et par souci de transparence vis-à-vis de ses actionnaires, la société avait décidé de constituer une provision correspondant à 100% du montant notifié. Cette provision a donc été reprise au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice ouvert au 1 avril 2007, concomitamment au paiement effectué en août 2007.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce estime ne pas être responsable des agissements desdits fournisseurs et a décidé de le contester avec détermination par toutes les voies de recours légales. Rue du Commerce a introduit un recours contentieux auprès de l'administration fiscale le 15 juillet 2009, et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités. (2.488 milliers d'euros)

## 16. Avantages du personnel

### Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options décrits en note 13 et de la participation légale éventuelle, d'autre plan d'intéressement des salariés au capital.

### Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision au 30 septembre 2009 sont les suivantes :

a) Taux d'actualisation : Le taux de référence pour des régimes du type des IFC est le taux des obligations d'entreprise de haute qualité de maturité 10 ans, soit 4,00%

b) l'application des dispositifs de la loi Fillon, dans le cas général, les employés doivent cumuler un nombre d'années de service prédéfini afin de bénéficier de leur retraite légale à taux plein. Le nombre d'années de service requis est fonction de l'année de départ à la retraite comme suit :

- Retraite avant 2008, 40,00 années de service,
- Retraite en 2009, 40,25 années de service,
- Retraite en 2010, 40,50 années de service,
- Retraite en 2011, 40,75 années de service,
- Retraite après 2012, 41,00 années de service.

L'âge moyen de la population bénéficiaire étant de 30 ans, les salariés partiront en moyenne à la retraite après 2012. En faisant l'hypothèse que l'âge de début de carrière est de 21 ans pour les non cadres et 23 ans pour les cadres, l'âge de départ à la retraite serait donc de 62 ans pour les non cadres et 64 ans pour les cadres.

c) l'application de taux d'augmentation des salaires différenciés pour les cadres et les non cadres de respectivement 3% et 3% (inflation comprise)

d) Table de mortalité : la table TV 88-90 a été retenue

e) Probabilité à l'âge de départ à la retraite Table de turnover : l'application de taux de sortie défini par tranche d'âge a été retenu de la manière suivante :

Tranches d'âge	Probabilité de présence
de 18 à 39 ans	20 %
de 40 à 49 ans	50 %
de 50 à 59 ans	99%
60 ans et au-delà	100%

f) Taux de charges patronales : 45%.

Ces hypothèses conduisent à l'évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 126 milliers d'euros au 30 septembre 2009, soit une reprise de 5 milliers d'euros au titre de la période close au 30 septembre 2009.

### Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 14.014 heures au 30 septembre 2009.

## Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève au titre de l'exercice 2008/2009 à 358 milliers d'euros.

(en euros)	30/09/08	31/03/09	30/09/09
<b>Gauthier PICQUART – Président Directeur Général</b>			
Rémunération Fixe	102 000	204 000	102 000
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	5 743	9 512	4 700
<b>TOTAL</b>	<b>107 743</b>	<b>213 512</b>	<b>106 700</b>
<b>Patrick JACQUEMIN – Directeur Général Délégué *</b>			
Rémunération Fixe	102 000	136 000	0
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	6 370	8 646	0
<b>TOTAL</b>	<b>108 370</b>	<b>144 646</b>	<b>0</b>

\* Monsieur Patrick Jacquemin a quitté ses fonctions de directeur général délégué le 30 novembre 2008.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

## 17. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

	30/09/08 Net	31/03/09 Net	30/09/09 Net
<b>Emprunts court terme</b>	<b>67</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes Fournisseurs</b>			
Fournisseurs	24 568	18 704	34 767
Fournisseurs, factures non parvenues	2 272	3 274	1 519
<b>Total Dettes fournisseurs</b>	<b>26 840</b>	<b>21 978</b>	<b>36 286</b>
<b>Autres Crédeurs</b>			
Personnel et Comptes rattachés	845	1 663	968
Sécurité Sociale et autres organismes	1 276	1 461	1 615
Etat – TVA	2 257	2 350	1 017
Etat – IS	0	1 174	0
Autres impôts et taxes	987	739	563
Autres dettes	2 840	3 273	3 560
<b>Total Autres créditeurs</b>	<b>8 205</b>	<b>10 660</b>	<b>7 724</b>

## 18. Engagements et éventualités

### Engagements sur contrats de location-financement et contrats de location avec option d'achat

Le groupe a des contrats de location-financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Ces contrats ne comprennent pas de clauses de renouvellement ou de clauses d'options d'achat et d'indexation.

Ces contrats ont été retraités conformément aux principes régissant le traitement des contrats de location financement.

Au cours de la période close le 30 septembre 2009, aucun nouveau contrat de location n'a été signé.

Au 30 septembre 2009, les retraitements provenant de ces contrats de location se traduisent par les montants suivants :

Au 30/09/09	Valeur Brute	Amortissements cumulés	Valeur Nette
Location Autocom	88	-88	0
Location Serveurs	90	-90	0
Location Serveurs	118	-118	0

### Autres engagements

Effets escomptés et non échus : néant

Avals et cautions reçus par le groupe : néant

Avals et cautions données par le groupe : néant

Nantissement sur les stocks ou comptes clients : néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
<b>Engagement commerciaux</b>	15 690	-	-
<b>Obligations contractuelles</b>			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	623	830	0
- Locaux à Aix (93)	28	0	0
- Locaux à Lyon (69)	44	78	0

Autres engagements reçus : Dans le cadre du rachat d'une partie de l'activité Alapage, Rue du Commerce a la possibilité de refacturer au cédant les frais de SAV encourus sur les ventes antérieures à la date de cession et jusqu'au 31 décembre 2009.

**19. Effectif moyen salarié**

	30/09/08	31/03/09	30/09/09
Hommes	153	160	167
Femmes	140	151	160
<b>TOTAL</b>	<b>293</b>	<b>311</b>	<b>327</b>
Contrats à durée indéterminée	236	248	280
Contrats à durée déterminée	57	63	47
<b>TOTAL</b>	<b>293</b>	<b>311</b>	<b>327</b>
Cadres	107	110	115
Employés	186	201	212
<b>TOTAL</b>	<b>293</b>	<b>311</b>	<b>327</b>

**20. Informations relatives aux parties liées**

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de la période close le 30 septembre 2009. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction intercompagnie entre Maxidome et Rue du Commerce.

Un contrat a été signé le 12 juin 2009 entre la société PatJack et Rue du Commerce. A ce titre, la société PatJack dont le dirigeant est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de la société Rue du Commerce, a facturé pour 43 k€ de prestations de services.

**21. Politique de gestion des risques financiers***Risque de taux d'intérêt et de liquidité*

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de la période close le 30 septembre 2009, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont eu lieu au cours des mois de septembre et octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours : Pour l'exercice 2009 / 2010 ont ainsi été obtenues des crédits de campagne additionnels à hauteur de 10 millions d'euros pour LCL et de 2 millions pour HSBC.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

*Risque sur actions*

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

*Risque de change*

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 30 septembre 2009.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

#### Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

#### *Gestion du capital*

L'objectif principal du groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir et ajuster la structure du capital, le groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

Comme cela est indiqué dans le §13 ci-dessus, le groupe n'a aucun emprunt au 30 septembre 2009.

## **22. Événements postérieurs à la date de clôture**

Néant.

## RUE DU COMMERCE

Société anonyme au capital de 2.772.437 €

Siège social : 44-50 avenue capitaine glarner – 93585 Saint Ouen Cedex

RCS Bobigny 422 797 720

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2009

### 1. Résultats semestriels consolidés condensés au 30 septembre 2009

Les comptes semestriels ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les états financiers annuels présentés au 31 mars 2009.

La situation comptable semestrielle consolidée condensée au 30 septembre 2009 intègre outre les résultats de la société consolidante RueDuCommerce, les résultats de la filiale Maxidome sas, société consolidée par intégration globale.

Au 30 septembre 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 139.1 M€ contre 138,4 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant est une perte de 958 milliers d'euros contre un profit de 713 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Les autres produits et charges opérationnels du semestre s'élèvent à 156 milliers d'euros (favorable), contre zéro euro au premier semestre de l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net ressort en positif, à 136 milliers d'euros, contre un profit de 363 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Enfin la charge d'impôt représente 62 milliers d'euros contre 442 au 30 septembre 2008.

Le résultat net consolidé ressort en perte à 661 milliers d'euros contre un profit de 631 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Concernant la société RueDuCommerce SA, son chiffre d'affaires au 30 septembre 2009 s'élève à 139,8 millions d'euros contre 139,9 millions d'euros au 30 septembre 2008.

La charge d'impôt est nulle contre une charge de 407 milliers d'euros au 30 septembre 2008.

La perte nette après impôts et participation s'élève à 531 milliers d'euros contre un profit de 1.020 milliers d'euros au 30 septembre 2008.



## **2. Activité du groupe au cours du premier semestre de l'exercice et perspectives d'évolutions prévisibles des activités du groupe.**

Le premier semestre de l'exercice devant se clore le 31 mars 2010 a été marqué par une très faible croissance de l'activité (0,5%) vs les 2,8% de croissance obtenue au cours de la même période au cours de l'exercice 2008 /2009.

En tenant compte du chiffre d'affaires réalisé par nos partenaires de la Galerie, la croissance du volume d'affaires atteint cependant 8,2%.

Cette croissance limitée résulte du très fort ralentissement du marché de l'Electronique Grand Public, principal marché auquel s'adresse l'entreprise, et tout particulièrement au second trimestre (juillet/septembre).

Selon la Banque de France, les ventes de détail se sont contractées de 2.5% au cours du premier semestre (année civile) 2009 vs le 1<sup>er</sup> semestre 2008. Aucune nouveauté technologique forte n'est apparue ou annoncée à court terme sur le marché du High-tech, marché principal du Groupe.

A périmètre comparable, le CA réalisé dans notre activité de distributeur a ainsi accusé une baisse de 12,2% sur le semestre. Le rachat du fonds de commerce Topachat en fin d'exercice 2008/2009 nous a permis de compenser l'impact négatif de la crise.

A l'inverse, et malgré le contexte économique défavorable, le volume d'affaires réalisé par nos partenaires de la Galerie a triplé, passant de 5.8 M€ au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008/2009 à 17.6 M€ au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en cours. Les commissions perçues par votre Groupe sont ainsi passées de 394 k€ à 1.167 k€.

La pression concurrentielle observée depuis plusieurs semestres s'est par ailleurs poursuivie au cours du semestre écoulé. Le développement des services et de la Galerie lié à la résistance de la régie publicitaire nous ont néanmoins permis de limiter la baisse du taux de marge brute à 1.1%. Le taux de marge brute ressort ainsi à 15.5% au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2009 / 2010 vs 16.6% pour le 1er semestre 2008 / 2009.

La société Maxidome sas n'a eu aucune activité sur la période.

En ce qui concerne la fin de l'exercice en cours, et malgré un environnement difficile, le groupe entend poursuivre sa stratégie de croissance rentable. La période des ventes de fin d'année, qui représente un moment important de l'activité de l'année, est bien entendu critique. Le fort développement attendu de la Galerie lors de cette période devrait nous aider à atteindre cet objectif.

### 3. Faits significatifs du semestre :

#### Acquisition d'éléments corporels et incorporels représentatifs de l'activité du site Alapage (offre de biens culturels).

Rue du Commerce a acquis, auprès de France Télécom e-commerce au 01 septembre 2009 pour un prix de 250 k€ des actifs corporels (serveurs) et incorporels (adresse internet – URL, marque, base de données et certains contrats et droit de propriétés intellectuelles), ainsi que le processus logistique, acquisition financée au comptant par prélèvement sur la trésorerie dont dispose la société.

Cette acquisition se traduit par un goodwill négatif de 155 K€, comptabilisé en autres produits opérationnels. Cette affectation du coût d'acquisition aux actifs et passifs identifiables est considérée comme provisoire au 30 septembre 2009.

### 4. Autres éléments d'information

#### Evolution du personnel

L'effectif moyen de la période (6 mois) est de 327 personnes au 30 septembre 2009 contre 311 personnes au 31 mars 2009 (12 mois) et 293 personnes au 30 septembre 2008 (6 mois).

#### Informations sur la variation du capital

Au 30 septembre 2009, le capital de la société RueDuCommerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur l'exercice se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2009	11 089 748	0,25	2 772 437,00
Augmentation de capital	0	0,25	0,00
Au 30 septembre 2009	11 089 748	0,25	2 772 437,00

(1) en euros

#### Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève au titre du 1er semestre de l'exercice 2009/2010 à 107 milliers d'euros.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

(en euros)	30/09/08	31/03/09	30/09/09
<b>Gauthier PICQUART – Président Directeur Général</b>			
Rémunération Fixe	102 000	204 000	102 000
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	5 743	9 512	4 700
<b>TOTAL</b>	<b>107 743</b>	<b>213 512</b>	<b>106 700</b>
<b>Patrick JACQUEMIN – Directeur Général Délégué *</b>			
Rémunération Fixe	102 000	136 000	0
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	6 370	8 646	0
<b>TOTAL</b>	<b>108 370</b>	<b>144 646</b>	<b>0</b>

\* Monsieur Patrick Jacquemin a quitté ses fonctions de directeur général délégué le 30 novembre 2008.

### Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de la période close le 30 septembre 2009. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction intercompagnie entre Maxidome et Rue du Commerce.

Un contrat a été signé le 12 juin 2009 entre la société PatJack et Rue du Commerce. A ce titre, la société PatJack dont le dirigeant est Monsieur Patrick Jacquemin, administrateur de la société Rue du Commerce, a facturé pour 43 k€ de prestations de services.

## Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saint Ouen, le 25 novembre 2009

Monsieur Gauthier Picquart  
Président directeur général et  
Administrateur de Rue du Commerce

Monsieur Laurent Bertin  
Directeur administratif et financier  
de Rue du Commerce

## Rue du Commerce

Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2009

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Rue du Commerce relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2009 tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui décrit la norme IAS 1 révisée que la société Rue du Commerce a appliquée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009.

#### 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense le 25 novembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Michel HAAS

ERSNT & YOUNG AUDIT Franck Sebag